



COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL

02 mai 2020

La crise a bon dos !

Le Président de la SNCF, invité sur France Inter, affirme ce matin qu'il faudrait « **ajuster le niveau d'emploi au volume d'activité** ». En clair, supprimer (encore) des postes !

Non content d'envoyer les agents au charbon sans les moyens de protection adéquats (les masques chirurgicaux ne sont pas adaptés, seuls les masques FFP2 sont protecteurs),
Non content de prendre des jours de repos à ceux qui sont envoyés au travail dans de telles conditions,

Non content de mettre en place des mesures de chômage partiel,

Non content de mettre en place des consignes inapplicables qui vont générer maints problèmes pour les cheminots : « **Qui va contrôler les masques des voyageurs ? Qui va vérifier les réservations obligatoires ? Qui va s'assurer qu'un siège sur deux est bien condamné ? Qui empêchera les voyageurs supplémentaires d'emprunter le train ? Qui va empêcher les clients sans masque de monter dans le train ? Pas nous !** »

Voilà maintenant qu'il faudrait supprimer des emplois !

La coupe est pleine ! Non seulement la question de la mise en danger délibérée des agents est posée, et avec encore plus d'acuité dès le 11 mai, mais maintenant la question de la grève se pose également !

Pire encore, le Président Farandou ajoute qu'il a commencé à évoquer cette question avec les Organisations Syndicales. De deux choses l'une : soit c'est faux, soit le silence des organisations en question est assourdissant. Les choses doivent être clarifiées ! Pour notre part, nous n'avons jamais été informés de cette éventualité.

Rappelons que le Président de la SNCF écrivait il y a quelques jours au Premier Ministre pour expliquer qu'il était impossible d'assurer la distanciation dans les trains car cela demanderait des moyens humains énormes. Voilà la solution à la hauteur des enjeux : **ce sont des embauches qui sont nécessaires !**

En tout cas pour FO Cheminots, en l'absence de masques FFP2, de gel hydroalcoolique et de lingettes virucides, les droits de retrait sont forcément justifiés. Ajoutons-y les suppressions de postes, et c'est la grève qui est justifiée.

***Pour un véritable service public du transport ferroviaire :
Abrogation des contre-réformes de 1997, 2014, 2018, retour à la
SNCF une et indivisible sous monopole d'État !***

Le Secrétariat Fédéral.

RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR !

